

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

18 JUIN 2022

N° 285

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éboulement à Attécoubé Mossikro suite aux pluies diluviennes

Éditorial

UN GOUVERNEMENT CYNIQUE AU SERVICE DES RICHES !

Page 3

SIGMA :
LES TRAVAILLEURS FONT
GRÈVE POUR RÉCLAMER
PLUS DE SÉCURITÉ
AU TRAVAIL

Page 4

LA COLÈRE DES PAUVRES
FINIRA PAR EXPLOSER !

Page 7

NON À L'OPPRESSION
ET AUX VIOLENCES
CONTRE LES FEMMES !

Page 9 - 10

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL</u>	
- UN GOUVERNEMENT CYNIQUE AU SERVICE DES RICHES !	3
<u>QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS</u>	
- SIGMA : LES TRAVAILLEURS FONT GRÈVE POUR RÉCLAMER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL	4
- « OUVRIER INDÉPENDANT » OU PAS, CE SONT LES PATRONS QUI GAGNENT !	4 - 5
- CHANTIER EBOMAF BOUAKE : LES TRAVAILLEURS EN COLÈRE BLOQUENT LES TRAVAUX !	5 - 6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- LA COLÈRE DES PAUVRES FINIRA PAR EXPLOSER !	7
- IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR LES TRAVAILLEURS	7 - 8
- MATERNITÉ PUBLIQUE : PAS D'ARGENT, PAS DE SOINS !	8
- LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS LA PRIORITÉ DES AUTORITÉS	8 - 9
- LUTTE CONTRE LES MALADIES NOSOCOMIALES : UN MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE	9
- NON À L'OPPRESSION ET AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES !	9 - 10
- ILS NOUS PRENNENT POUR DES POISSONS !	10
- LA DIVISION DU TRAVAIL !	10 - 11
- UNE SOCIÉTÉ POURRIE !	11
- VIOLENCE POLICIÈRE À ABOBO, UN CONDUCTEUR DE TAXI COMPTEUR A FRÔLÉ LA MORT	11 - 12
- NOIX DE CAJOU : L'ÉTAT VEUT GAGNER PLUS SUR LE DOS DES CULTIVATEURS !	12

UN GOUVERNEMENT CYNIQUE AU SERVICE DES RICHES !

Les pluies torrentielles de ces derniers jours ont provoqué un éboulement au quartier Mossikro à Attiékoubé, faisant 6 morts et des blessés.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel drame se produit et le quartier Mossikro est loin d'être le seul où existent des risques d'éboulement ou d'inondation.

Les gens du gouvernement sont bien placés pour savoir qu'avec leurs petits salaires, de nombreuses familles de travailleurs arrivent de plus en plus difficilement à payer les loyers qui ne cessent d'augmenter. Chaque fin de mois est une détresse. Beaucoup de familles se serrent la ceinture pour économiser le moindre franc. Certains travailleurs sont parfois contraints de s'endetter auprès des « margouillats » pour pouvoir payer le loyer et ne pas être jetés dehors.

Face à cette situation qui ne cesse de s'aggraver, le gouvernement n'envisage aucune augmentation de salaire car il ne veut surtout pas égratigner les intérêts des capitalistes. Alors, comment s'étonner que de plus en plus de familles de travailleurs habitent dans ces « zones à risques » ? La société capitaliste et le gouvernement qui sert ses intérêts, sont responsables de cette situation !

Cette pratique qui consiste à chasser sans ménagement les pauvres des quartiers précaires ne date pas d'aujourd'hui. Elle existait déjà sous le régime de Gbagbo et même avant lui. Au fil des ans, le nombre d'habitants a fortement augmenté dans l'agglomération d'Abidjan tandis que les terrains constructibles ont commencé à manquer et à être de plus en plus convoités par les promoteurs immobiliers. Les déguerpissements des quartiers précaires sont alors devenus des opérations permettant à des rapaces de l'immobilier de mettre la main sur des hectares libérés et d'y construire des immeubles inaccessibles aux petites gens à faibles revenus.

Plusieurs jours avant ce dernier drame à Mossikro, le gouvernement avait déjà annoncé avoir répertorié 54 autres sites à détruire dans les six prochains mois : à Abobo, Yopougon, Adjamé, Attiékoubé, etc. Il n'a pas indiqué quels sont précisément tous ces sites mais on peut être certain que des capitalistes de l'immobilier se frottent déjà les mains dans la perspective de réaliser quelques bonnes affaires !

Lors d'une récente destruction d'un quartier à Abobo Klouetcha, le ministre Bouaké Fofana a déclaré cyniquement qu'« *on ne peut pas éviter de casser des œufs* » en parlant des conséquences des opérations de déguerpissement. Pour les riches et leurs mandataires au pouvoir la vie brisée des habitants qu'ils chassent des quartiers pauvres, sont tout juste des œufs cassés. Cela illustre bien tout le mépris qu'ils ont des classes pauvres. Ils finiront par récolter la colère qu'ils méritent !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SIGMA : LES TRAVAILLEURS FONT GRÈVE POUR RÉCLAMER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

SIGMA est une entreprise de fabrication et de reconditionnement de bombonnes de gaz située dans la zone industrielle de PK 24.

Début juin, les travailleurs de cette entreprise ont fait une grève de trois jours pour réclamer la déclaration à la CNPS, l'assurance maladie, du matériel de protection et des mesures de sécurité supplémentaires.

À l'origine de la colère il y a eu une explosion à la section reconditionnement le 28 mai dernier. Il s'agit d'une section particulièrement dangereuse où on pratique la soudure alors qu'il y a la présence de gaz résiduel très inflammable. Les ouvriers travaillent sans protection suffisante dans une atmosphère de chaleur, il n'y a pas suffisamment d'ouvertures dans l'atelier. Dans cette zone industrielle qui regroupe déjà plusieurs entreprises, il n'y a pas une seule caserne de sapeurs-pompiers alors que le risque d'incendie est réel. Toutes les conditions sont réunies pour que le moindre incident se transforme en drame.

C'est ce qui arriva le samedi 28 mai. Le bilan fut lourd : 8 travailleurs gravement brûlés. Le lundi suivant, la grogne était là, les travailleurs ne souhaitaient pas retourner à l'atelier tant que le problème de sécurité n'était pas résolu. La direction réussit néanmoins à faire reprendre le travail en multipliant la pression. Les ouvriers étaient à la tâche lorsque la nouvelle du décès de l'un de leur collègue à l'hôpital fut connue. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Immédiatement les travailleurs arrêterent le travail. Au troisième jour de grève, la direction finit par accepter la déclaration à la CNPS. Pour le reste, les négociations sont en cours.

Il a fallu se mettre en grève pour obliger ce patron à se pencher un peu sur le problème de sécurité. Sa soif de profit a déjà coûté la vie à un travailleur et a transformé les sept autres en estropiés à vie.

La rapacité des capitalistes n'a pas de limite et ce n'est pas seulement à SIGMA que c'est ainsi. Tôt ou tard, il va falloir que la classe ouvrière se lève pour montrer à ces vautours qu'elle est puissante et qu'elle peut changer son sort.

« OUVRIER INDÉPENDANT » OU PAS, CE SONT LES PATRONS QUI GAGNENT !

Ceci est le témoignage d'un chauffeur de "YANGO" :

« J'étais ouvrier à la zone industrielle de Yopougon. Après plusieurs années dans la même entreprise, j'étais toujours journalier. Quand la crise du covid-19 est arrivée, j'ai été jeté à la porte comme un malpropre. Après, j'ai eu quelques contrats dans d'autres entreprises. Vivant encore chez mes parents,

je me suis serré la ceinture pour avoir un permis de conduire. Quand je l'ai obtenu, je pensais que ma vie allait changer. J'ai passé des mois à chercher du travail. Sur les réseaux sociaux, j'ai vu une publication d'une dame qui cherchait un chauffeur pour faire « YANGO ». Je l'ai contacté et nous nous sommes rencontrés. Elle a accepté de me prendre comme chauffeur "YANGO".

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

J'étais bien content. Mais à ma grande surprise, il fallait avoir un bon téléphone Android, télécharger et souscrire à l'application "YANGO", avoir une connexion internet en permanence et aussi du crédit d'appel, tout cela est à mes frais. Elle n'a fait que le plein de réservoir du véhicule. Chaque soir, je dois lui verser la recette et faire le plein du réservoir. Quant à "YANGO", c'est elle qui fixe le coût du trajet et ponctionne 18% de la recette.

Nous sommes deux à rouler. Comme salaire, chacun garde la recette d'un samedi sur deux. C'est ça notre salaire. C'est vraiment insuffisant. Alors chaque jour de travail, il faut se débrouiller pour rentrer avec un peu d'argent. Je travaille de 6h à 23h, soit plus de deux fois le temps de travail normal pour espérer rentrer avec 5.000f le soir. La dernière

fois je souffrais du paludisme et de la fièvre typhoïde. Quand j'ai appelé ma patronne, elle m'a juste souhaité bonne guérison. Je suis allé prendre crédit auprès d'un ami pour me soigner. Au volant, je n'ai pas un petit chef qui me crie dessus comme à l'usine, mais j'ai une pression encore plus forte. En fin de compte je vois que je travaille pour des réseaux de téléphonie mobile, pour "YANGO" (Uber) et la propriétaire du véhicule ».

Travailleurs « indépendants » ou pas, nous subissons tous la loi capitaliste du profit. C'est le même système qui nous exploite et nous réduit à la misère. C'est une lutte collective de tous les exploités que nous aurons à mener pour débarrasser la société du système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

CHANTIER EBOMAF BOUAKE : LES TRAVAILLEURS EN COLERE BLOQUENT LES TRVAVAUUX !

EBOMAF est une entreprise de 250 travailleurs qui exerce dans le domaine du BTP. C'est elle qui a les travaux de réaménagement de l'Aéroport de la Ville de Bouaké ainsi que le bitumage de l'axe Bouaké – Satama. Depuis le 15 juin, les travailleurs sont en grève face au mépris de la direction.

En effet, cela plusieurs mois que les travailleurs réclament de meilleures conditions de travail et de vie. Ils ont déposé 16 points de revendications dont le refus des renvois abusifs, le droit d'élire leurs délégués du personnel, huit heures de travail au lieu de neuf, la prime de transport à 24 mille francs au lieu de 20 mille, ainsi que des revendications relatives au bonus et à la gratification.

N'ayant pas eu de suite, les travailleurs ont déposé un préavis de grève. Pour autant, la Direction n'a pas daigné donner de suite.

C'est ainsi que le mercredi 15 juin, ils ont très tôt pris d'assaut le chantier de l'axe Bouaké-Satama et bloqué les travaux. C'est aux vues de la détermination des travailleurs que la direction va faire appel à une inspectrice de travail, d'ailleurs complètement à sa botte et qui a montré tout le mépris qu'elle a envers les travailleurs.

Les travailleurs se sont alors réunis en assemblée et ont décidé que la grève continue. Ils ont aussi élu un comité chargé de prendre contact avec la direction locale du BNETD.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le lendemain jeudi, la négociation a duré toute la journée dans les locaux du BNEDT. Mais les patrons ont refusé de signer le PV sous prétexte qu'ils ne se reconnaissent pas dans le point concernant les renvois abusifs. Or, les travailleurs soupçonnent le patron de tenir une liste noire des travailleurs qu'ils cherchent à renvoyer.

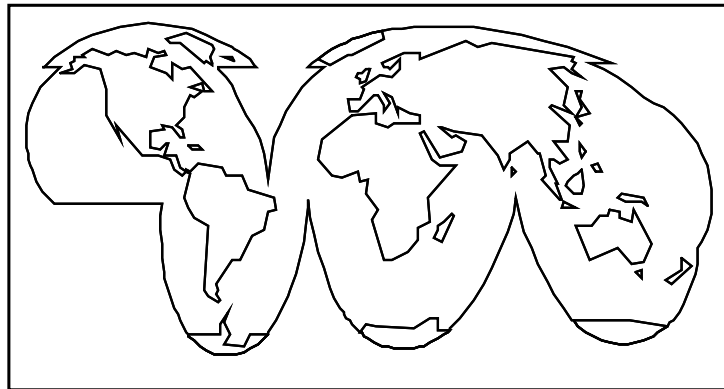
Le jeudi soir, une nouvelle assemblée générale s'est tenue et la grève fut reconduite pour le vendredi 17, troisième jour de grève.

Cette fois-ci, la nouvelle négociation a regroupé l'inspection du travail, la direction locale du BNETD, les représentants des patrons ainsi que le comité des travailleurs.

Mais les représentants des patrons ont une nouvelle fois refusé de signer.

Les travailleurs attendent le début de la nouvelle semaine pour voir la suite qu'ils vont donner. Si rien n'est fait, ils se réuniront pour prendre de nouvelles décisions. Ils comptent notamment aller rendre visite tous ensemble pour rencontrer les travailleurs de RB qui travaillent eux aussi à la construction d'une autoroute, au nombre de 500 à 600 travailleurs. Eux aussi, ils ont les mêmes revendications. Ils étaient eux aussi en grève quelques jours auparavant. Ensemble, ils se feront plus craindre du patronat et du gouvernement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA COLÈRE DES PAUVRES FINIRA PAR EXPLOSER !

Au matin du 1^{er} juin 2022, le prix du super a connu une nouvelle hausse à la pompe de 40 Fr, passant de 695 à 735 Fr le litre. En avril, le prix du litre de super était de 635 Fr. Un mois plus tard, il est monté à 695 Fr, soit une hausse de 100 Fr en l'espace de 2 mois. Quant au prix du gasoil, beaucoup utilisé par les transporteurs, son prix n'a pas encore changé. Le gouvernement le maintient pour le moment à 615 FCFA afin d'éviter une flambée des coûts de transport et des denrées alimentaires. Combien de temps maintiendra-t-il ce blocage sachant que le prix du carburant à l'international ne cesse de grimper ?

Dans le transport urbain, la grande majorité des taxis wôrô-wôrô et des taxis-compteurs utilisent du super. Pour les chauffeurs de ces véhicules, c'est déjà la catastrophe. Ce sont en effet eux qui paient le carburant qu'ils consomment alors que les propriétaires des véhicules exigent la même recette journalière. Peu leur importe si avec cette augmentation du prix du carburant il ne restera qu'une misère pour le chauffeur.

C'est l'ensemble des couches populaires qui est frappée par la hausse des prix. Tout augmente, sauf les salaires. On s'enfoncé de plus en plus dans la misère. Tôt ou tard, la bourgeoisie récoltera ce qu'elle cherche !

IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR LES TRAVAILLEURS

La pluie diluvienne de la nuit de 15 au 16 juin dernier a occasionné un éboulement de terrain à Mossikro. Des maisons ont été englouties par des éboulements alors que les habitants dormaient. Le bilan est lourd, six personnes dont deux enfants qui sont morts. Cet énième drame du aux pluies diluviennes touche directement les travailleurs et les populations pauvres.

Les salaires sont très bas tandis que le coût de la vie ne cesse de grimper. Résultat, de plus en plus de travailleurs habitent des quartiers précaires, souvent à risque. Dans ces quartiers, lorsque la saison des pluies arrive, nous dormons la peur au ventre car nous avons à l'esprit tous les drames passés liés aux pluies diluviennes.

Le Premier Ministre s'est rendu sur les lieux pour verser quelques larmes de crocodiles et transmettre les condoléances de

son gouvernement aux familles éplorées. Il n'a même pas attendu que les larmes des familles éplorées sèchent pour annoncer la continuation des déguerpissements soi-disant pour « protéger » la vie des habitants des quartiers à risque.

Il faut s'attendre à ce que dans les jours à venir, des familles entières soient jetées à la rue en pleine saison des pluies sans relogement comme ce gouvernement sait si bien le faire.

Ce problème est connu depuis longtemps. À chaque saison des pluies, le gouvernement se contente de demander aux habitants des zones à risque de quitter leurs habitations comme s'ils avaient choisi par plaisir de rester là. Ils sont chassés sans être relogés convenablement. N'ayant pas d'autres choix, ils vont s'installer dans d'autres zones à risques et ainsi de suite.

L E U R S O C I E T E

Pourtant, il suffirait de viabiliser ces quartiers précaires pour les rendre habitables, mettre des canalisations pour l'évacuation des eaux de ruissellement, etc. L'État a les moyens de construire des logements décents pour reloger les mal-logés et faire en sorte que les saisons de pluies ne soient plus synonymes de

dramas. Mais les travailleurs et les populations pauvres ne peuvent pas compter sur ceux qui dirigent ce pays car ils sont plus préoccupés par l'évolution de leur carrière et leur compte en banque que par les besoins vitaux de la population.

MATERNITÉ PUBLIQUE : PAS D'ARGENT, PAS DE SOINS !

Aujourd'hui, nos structures sanitaires de maternité sont devenues des boutiques de quartier. Tout se paye, même le minimum de matériel tel que les gants. Et si vous n'avez pas d'argent ce n'est pas la peine d'y aller car vous serez privés de soin. Ce fut le cas d'une jeune dame enceinte de jumeaux. Elle a pu accoucher de l'un des deux enfants dans une clinique de la place. Pour faire naître l'autre enfant, elle a fait le tour de quelques structures sanitaires jusqu'à ce qu'elle se retrouve à l'Hôpital Militaire d'Abidjan. Là, on lui imposa la somme de 150.000 Fr avant d'être prise en

charge. N'ayant pas cette somme, elle a été abandonnée à son propre sort et l'enfant est mort.

Cette situation nous montre la face hideuse de la société capitaliste où ceux qui n'ont pas d'argent n'ont qu'à crever ! Une telle société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme jusqu'aux pires injustices est vouée à disparaître. Les travailleurs auront à s'organiser pour combattre la bourgeoisie et libérer l'humanité du joug de ce système inhumain.

LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS LA PRIORITÉ DES AUTORITÉS

Une enquête récente du ministère de la Santé a établi que 70% du personnel soignant dans le secteur privé tel que les cabinets médicaux, cliniques et polycliniques, n'ont pas la qualité requise pour exercer le métier d'infirmier.

Quant à la situation dans le secteur public, elle est loin d'être reluisante. Ce n'est un secret pour personne que depuis des décennies, l'État a peu à peu laissé à

l'abandon le secteur de la santé. Les hôpitaux publics sont très peu nombreux et dans de piteux états. Dans ces lieux, il manque de tout à commencer par le personnel qui est en sous-effectif et le plus souvent surmené. Pas assez de lits, de médicaments de première nécessité ou de matériel de soins et de diagnostic. De plus tout est payant, y compris les gants ou le simple coton. Les cliniques privées, n'en parlons pas. Ce sont plus des boutiques que des hôpitaux.

L E U R S O C I E T E

Après un tel constat, si le gouvernement était un peu soucieux de la santé des populations pauvres, il aurait commencé par investir massivement dans le secteur de la santé en commençant par construire des hôpitaux là où il n'y en a pas, en lançant un recrutement massif de personnel médical et en formant ceux qui exercent déjà afin de les

mettre à niveau, en équipant les hôpitaux en matériel et en médicaments etc.

Les solutions sont connues, mais le gouvernement préfère la politique de l'autruche et se contente d'amuser la galerie avec des solutions de pacotille comme la création d'un « ordre des infirmiers », une officine de plus pour masquer son irresponsabilité criminelle.

LUTTE CONTRE LES MALADIES NOSOCOMIALES : UN MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE

Le 8 juin, une conférence débat a eu lieu sur la lutte contre les infections en milieu hospitalier. Les maladies nosocomiales sont des maladies que les patients contractent en allant à l'hôpital. Cette conférence a réuni différents acteurs de la santé. Ils ont évoqué entre autres raisons, le manque de buanderies au sein des centres de santé, d'approvisionnement en eau, manque d'équipements.

En Côte d'Ivoire, les autorités font de la publicité lors des inaugurations de centres de santé mais après, elles disent qu'il n'y a pas d'argent pour continuer à les entretenir et ces centres ne permettent plus de soigner les malades. Et quand on n'a pas les moyens d'aller se faire soigner dans les cliniques privées, que faire ?

Pour comprendre le danger qui guette les populations, il n'y a qu'à observer ce qui se passe dans les urgences de certains hôpitaux. Des patients sont couchés par terre dans des conditions déplorables. Les conditions d'hygiène sont lamentables. Les chambres sont insuffisamment entretenues et deviennent propices à des contaminations. Les employés contractuels chargés du nettoyage ont souvent des arriérés de salaires impayés.

La santé des populations pauvres ne fait pas partie des priorités de l'État. Ce n'est pas une question de moyens mais de choix politique. Ceux qui gouvernent ce pays n'envoient jamais leurs enfants ou leurs familles pour se faire soigner dans ces centres de santé pour pauvres car ils connaissent les dangers de la fréquentation de ces lieux.

NON À L'OPPRESSION ET AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES !

Une dame a été battue par son conjoint jusqu'à perdre l'usage de ses jambes dans le village de Dégbézré (département de Bouaflé). Si cette dernière a pu survivre et a eu la chance d'être prise en charge pour ses soins,

ce n'est pas le cas pour des centaines d'autres. Certaines meurent sous les coups de leurs conjoints ou sont victimes de blessures de toutes sortes.

L E U R S O C I E T E

Il n'y a pas longtemps, l'un des cas les plus médiatisés est celui de cette chanteuse nigérienne battue à mort par son époux, pasteur de surcroît.

Lutter contre les violences faites aux femmes ne doit pas se limiter à une profession de foi. Elle a besoin d'actes concrets. Cette violence est inhérente à la société capitaliste où la femme est assimilée à la propriété privée de son conjoint ; une société qui ne permet pas à la femme de décider de ce qui est bien ou pas pour elle. Même dans un pays développé et « moderne » comme les États-Unis d'aujourd'hui, on fait voter des lois pour

empêcher des femmes d'user de leurs corps en interdisant l'avortement. C'est inadmissible et cela montre à quel point les droits des femmes doivent faire l'objet d'une lutte perpétuelle et que rien n'est acquis !

A côté de ces violences domestiques, il y a aussi la discrimination à l'emploi, l'inégalité de salaire entre hommes et femmes pour un même travail, l'infantilisation des femmes, le non accès à la contraception ou à l'avortement, les mariages précoces, etc.

La situation des femmes est un indice de la barbarie dans laquelle se trouve aujourd'hui la société capitaliste.

ILS NOUS PRENNENT POUR DES POISSONS !

La Banque mondiale a accordé un prêt de 123 milliards de francs CFA à la Côte d'Ivoire (0,2 milliard de dollars). Cet argent, nous dit le gouvernement, entre dans le cadre du « *Programme d'Appui au Filets sociaux... pour la période 2021-2025* ». Il prétend qu'avec cet argent il va « *réduire la pauvreté* » en Côte d'Ivoire de moitié d'ici 2025 ! C'est une plaisanterie !

Ces gens-là ne nous prendraient-ils pas pour des poissons à prendre dans leurs « *filets* » ? En tout cas, les poissons qu'ils veulent ainsi pêcher ne semblent pas peser très lourd à leurs yeux ! En effet, 0,2 milliard de dollar, pour un programme prévu pour cinq ans, ça ne va pas vraiment chercher loin ! En

comparaison, la construction du 3^{ème} pont a coûté environ 200 milliards de Francs Cfa.

Sur cet argent des « *filets sociaux* » une infime partie sera peut-être perçue par quelques familles dans le besoin. Cela permettra au gouvernement de se faire une publicité à bon compte, mais le reste sera détourné pour engraisser quelques requins du pouvoir.

Dans la société capitaliste, la soif de profit, le cynisme et l'hypocrisie vont ensemble. D'un côté, on exploite et on vole les travailleurs en les payant à coup de lance-pierres et de l'autre, on fait semblant de les sortir de la pauvreté !

LA DIVISION DU TRAVAIL !

Ce mois-ci s'est tenue à Abidjan la 26^{ème} « *Assemblée Générale Extraordinaire de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement* » (OPDAD). Eh, oui !

Même les épouses des dictateurs prétendent œuvrer, comme leurs maris, pour le « *développement* ».

L E U R S O C I E T E

Sans rire, le thème de cette 26^{ème} rencontre était : « *20 ans au service des plus vulnérables d'Afrique* ». Il y a de quoi tomber par terre !

Ainsi, d'un côté les capitalistes exploitent les travailleurs, de l'autre, le gouvernement envoie sa police et son armée pour mater les travailleurs en cas de grève. Quant à l'épouse du Président, son rôle est de leur faire la charité !

UNE SOCIÉTÉ POURRIE !

Une ONG, la Fair Labor Association (FLA) écrit dans un rapport que « *le travail des enfants est une réalité dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire...* ». Une enquête faite par l'Université de Chicago constate qu'« *un enfant sur deux des ménages agricoles des régions cacaoyères du Ghana et de Côte d'Ivoire, travaille dans la plantation... en augmentation de 15% depuis 2008* ».

Évidemment, point besoin d'enquêtes de quelques organismes américains pour connaître la réalité des populations pauvres, de surcroît dans les pays pauvres sous la domination du système capitaliste.

Ici, d'un côté on a des capitalistes payant le cacao à bas prix aux paysans, de

l'autre ces mêmes capitalistes en collaboration avec le gouvernement local voire quelque fois avec l'épouse du président en exercice, font l'aumône à ces mêmes populations pauvres et aux travailleurs après les avoir tondus.

Ce qui n'empêche évidemment pas, par exemple, les dirigeants de la société Nestlé de déclarer que « *la lutte contre le travail des enfants est une priorité absolue* » pour eux ! C'est comme le gouvernement, quand il dit qu'il « *œuvre pour le développement* » ! Sauf qu'il faut bien comprendre qu'il s'agit ici d'un « *développement* » pour les capitalistes dont ces messieurs du gouvernement défendent parfois les intérêts à coup de matraques quand ils ont besoin de mater ceux qui se révoltent contre cette société d'exploitation !

VIOLENCE POLICIÈRE À ABOBO, UN CONDUCTEUR DE TAXI COMPTEUR A FRÔLÉ LA MORT

Le mardi 14 juin 2022 aux environs de 8h, un taxi compteur stationne pour remettre le petit déjeuner à sa copine. Un des deux policiers présents sur le lieu lui demande les papiers du véhicule sous prétexte qu'il s'est mal garé. Ce qu'il refusa de faire car selon lui il n'a pas mal garé. Le policier sort son arme et tire. La balle transperce la cuisse du taximan. Les deux policiers ont vite fait de quitter les lieux avant que les gens viennent voir ce qui

se passe. Le blessé sera transporté dans son propre véhicule au CHR d'Abobo. Le jour suivant, un petit groupe de conducteurs de taxi compteur a manifesté pour dénoncer l'action de la police.

C'est l'occasion de souligner que les policiers, les gendarmes et l'ensemble de l'armée sont tous au service des barons du pouvoir et des patrons. Ils sécurisent leurs biens et leur vie.

L E U R S O C I E T E

Ces hommes en tenue extorquent les pauvres gens et les assujettissent. Là où les trafiquants de drogue règnent en maître, ils sont absents.

Les travailleurs qui exercent dans le secteur du transport vivent au jour le jour. Ils ne sont pas embauchés, ils n'ont aucune assurance maladie et ne sont pas déclarés à la CNPS. Dans ces conditions on peut mesurer nettement la galère qui va peser sur le conducteur de taxi blessé et sur sa famille. Et

pendant ce temps, ce policier à la gâchette facile continue de racketter ailleurs.

Dans les usines, sur les chantiers, dans les docks, quand les travailleurs sont mécontents du comportement de leur patron, ce sont à ces mêmes policiers que les exploitateurs font appel en premier pour réprimer les mouvements de grève. Ils font partie des bras armés de la bourgeoisie pour perpétuer son système d'exploitation.

NOIX DE CAJOU : L'ÉTAT VEUT GAGNER PLUS SUR LE DOS DES CULTIVATEURS !

Le jeudi 09 juin, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi pour réprimer la commercialisation et l'exportation illicite des produits agricoles tels que la noix de cajou et le cacao.

Ce projet est présenté comme devant protéger les producteurs, mais c'est plutôt pour protéger le portefeuille de l'État et celui de grands groupes œuvrant dans ces filières. En effet, en 2018 l'État a estimé que 25 à 30% des 800 000 tonnes de la production nationale de noix de cajou ont échappé à son contrôle et lui aurait fait perdre entre 3,1 et 7,8 milliards de francs.

Mais ce qu'il ne dit pas c'est que si les paysans vendent leur production ailleurs qu'en Côte d'Ivoire c'est que les prix sont meilleurs qu'ici. Par exemple, pendant que la Côte d'Ivoire fixe le prix bord-champ à 400 F ou 500 F le kilo, il est entre 600 et 800 F dans les pays limitrophes. Le choix est vite fait pour le paysan.

Au lieu de réprimer et de stigmatiser les paysans, le gouvernement pourrait leur proposer des prix plus avantageux. Mais cela risque peut-être de se traduire par moins de recettes dans ses caisses et écornerait surtout les bénéfices des grands groupes opérant dans la filière. Or ce sont deux choses sacrées à ses yeux !

UN « REMÈDE » POUR SOIGNER QUELQUES AMIS DU POUVOIR !

Sans faire rire, il existe un « Réseau Mondial des Experts en Développement Économique et Social » (REMEDES). Il s'agit d'une ONG internationale qui a son représentant en Côte d'Ivoire. Son siège à Abidjan a été inauguré il y a quelques jours par le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, qui a

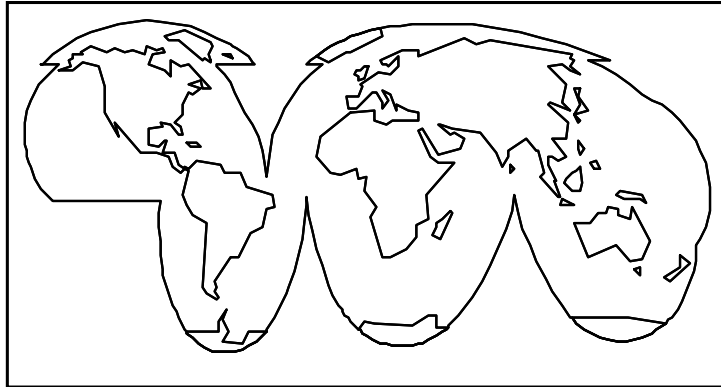
également « intronisé » le représentant local, en la personne d'un dénommé Marc Kouassi.

Ne cherchons pas à savoir ce que ces gens-là peuvent bien « développer ». Leur principal objectif est peut-être tout simplement de faire manger leur petit clan en faisant beaucoup de vent.

*L E U R S O C I E T E***BICTOGO, UN CAPITALISTE QUI S'EST ENRICHİ À L'OMBRE DU POUVOIR !**

Les partis de Ouattara, de Gbagbo et de Bédié ont unanimement choisi Adama Bictogo pour occuper la Présidence du Parlement. Il s'agit de ce même capitaliste qui a fait fortune à l'ombre du pouvoir.

Ces gens-là se font de temps en temps la guerre pour se disputer la mangeoire, mais ils sont surtout faits du même plumage et savent s'entendre comme des larrons en foire pour défendre cette société capitaliste pourrie qui maintient les travailleurs et les populations pauvres dans la pauvreté et la misère !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.